

Mot de bienvenue de Pierre Patry

Tout d'abord, je désire saluer nos invitées et invités du Sud et du Nord des Amériques, les membres du comité exécutif de la CSN, les présidences des fédérations et des conseils centraux de la CSN, les membres des comités confédéraux, ceux du Collectif international de la CSN, les responsables des comités éducation des conseils centraux de la CSN, ainsi que les organisations amies et alliées de la FNEEQ et de la CSN. J'adresse un mot de bienvenue particulier aux déléguées et délégués des syndicats de la FNEEQ qui ont répondu en grand nombre à cette invitation à venir réfléchir sur l'avenir de l'éducation dans nos sociétés face au phénomène de la mondialisation, pour qu'ensemble nous construisions des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation.

Au cours du congrès de la FNEEQ de juin 2000, s'est tenu un important débat concernant l'importance de développer des alternatives syndicales et populaires face aux projets de libéralisation économique qui compromettent nos choix sociaux. Nous nous donnions alors comme mission de mobiliser nos membres en marge du Sommet des chefs d'État des Amériques de Québec, en avril 2001. La préoccupation entourant les questions de solidarité internationale et de mondialisation n'est pas nouvelle pour la Fédération: un comité d'action internationale existe depuis près de 20 ans, la FNEEQ est affiliée à la Confédération des éducateurs américains depuis 1997 et est membre, depuis avril

2001, de l'Internationale de l'éducation de la Confédération internationale des syndicats libres, à laquelle est affiliée la CSN.

Quelles sont donc aujourd'hui les raisons qui poussent une fédération syndicale d'enseignantes et d'enseignants à se préoccuper de mondialisation et de libéralisation des marchés? Pourquoi le secteur de l'éducation devient-il une affaire intéressante pour les marchands?

D'après l'Unesco, le marché potentiel de l'éducation représente près de 2 000 milliards de dollars américains au début du XXI^e siècle et il est appelé à croître, en particulier à cause de l'essor des technologies de l'information et des communications.

Le secteur de l'enseignement supérieur constitue un commerce en pleine effervescence. Selon l'Internationale de l'éducation, le volume du commerce international de ce secteur était estimé à 27 milliards de dollars en 1995. En 1996, aux États-Unis, l'exportation des services d'éducation se chiffrait à 7 milliards de dollars, ce qui en faisait le cinquième en importance parmi l'ensemble des services exportés par ce pays.

Dans un tel contexte, la question du financement devient un élément central, l'ouverture des marchés se voyant facilitée par une présence plus significative des agents privés dans cette sphère d'activité. Les réglementations nationales constitueraient présentement des obstacles à la libéralisation du commerce de l'éducation, d'où la volonté, au sein de l'OMC, de modifier les règles qui protègent les systèmes d'éducation nationaux.

Ainsi, la question du partage des coûts de l'éducation, entre l'individu et la société, est vivement débattue dans plusieurs pays. Des données de l'OCDE indiquent que la part du financement des établissements provenant du secteur privé est en hausse. Conséquemment, dans de nombreux pays, la structure de financement de l'enseignement supérieur s'est considérablement diversifiée, de nouvelles formules sont apparues, tels les partenariats avec l'entreprise privée et les transnationales des communications.

Voici quelques exemples éloquentes : En Nouvelle-Zélande, les droits de scolarité sont maintenant fixés par les institutions ; en Australie, la contribution des étudiantes et des étudiants est modulée selon la discipline étudiée ; aux Pays-Bas, l'aide financière est limitée dans le temps ; aux États-Unis, des allègements fiscaux sont accordés à l'enseignement supérieur.

Au Québec, même si ce genre de mesures n'a pas encore vu le jour, il n'en reste pas moins que certaines ont été sérieusement envisagées et que seule notre mobilisation, et celle de nos alliés, ont permis d'en éviter l'application.

Les enjeux pour l'éducation publique sont immenses, les impacts de cette mondialisation de l'éducation commencent déjà à se faire sentir. Riccardo Petrella nous dressera un portrait des dangers qui menacent l'éducation sous l'emprise des forces néolibérales qui envahissent nos sociétés. Nous aurons également l'occasion d'entendre et d'échanger à ce sujet avec M^{mes} Céline Saint-Pierre, présidente du Conseil supérieur de l'éducation, Alejandra Rossel Diaz, du Pérou, Anne-Marie Milon Oliveira, du Brésil, MM. Jean-Claude Jean, d'Haïti, et Maurice Tardif, de l'Université de Montréal. Leurs réflexions viendront illustrer les réalités nationales qui existent au sein des Amériques et nous permettront d'esquisser des lignes de force communes, d'identifier les principales menaces et de dégager des éléments de convergence.

Tout cela vient confirmer la nécessité de se mobiliser en vue du Sommet de Québec 2001. La FNEEQ et la CSN participeront au forum sur l'éducation qui se tiendra dans le cadre du deuxième Sommet des peuples des Amériques bientôt à Québec. Nous y défendrons les valeurs de démocratie et de souveraineté des États dans l'organisation des services collectifs. Les effets de la mondialisation sur l'éducation sont peut-être moins apparents, mais ils sont tout aussi pernicious et dommageables pour l'ensemble de la population. L'éducation est essentielle au développement de la démocratie, il nous faut donc contrer le principal danger qui la guette, soit une vision utilitariste qui

compromet l'objectif de formation de citoyennes et de citoyens libres et actifs.

Sur la lancée de cette mobilisation, nous devons contribuer à développer de véritables pistes syndicales et populaires pour contrer les agents néolibéraux qui, sourds aux débats sociaux et dans le plus grand secret, négocient des traités qui compromettent nos choix sociaux et qui constituent une attaque à la souveraineté réelle des États, aux droits économiques et sociaux des populations.

Je laisse maintenant place à Ariane Émond, journaliste indépendante, collaboratrice à diverses émissions à la radio et à la *Gazette des femmes*, scénariste pour le cinéma documentaire. M^{me} Émond rentre d'un séjour au Rwanda où elle effectuait une mission d'observation pour l'organisation Carrefour Tiers-Monde de Québec. C'est à elle que nous confions la tâche d'animer nos discussions.